

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 15 au 21
mai 2020

Argentine

Restructuration de la dette : défaut technique probable le 22 mai alors que les négociations entre créanciers privés et autorités argentines semblent progresser.

Activité économique : effondrement de 11,5% en g.a. en mars ; -9,8% en g.m.

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Stabilisation du change et baisse des réserves de la BCRA

Augmentation des retraites par décret : +6,12% au 1^{er} juin

COVID-19 : effondrement du tourisme international en mars

Chili

Veille sur la situation sanitaire du COVID-19

Le Chili obtient une ligne de crédit du FMI de 23,8 Mds USD à titre de précaution.

Commerce extérieur : forte contraction des échanges en avril

Les ménages chiliens sont les plus endettés d'Amérique latine.

Impact de la loi de protection de l'emploi

Stratégie nationale pour le développement de « l'hydrogène vert »

Paraguay

COVID-19 : situation sanitaire ; nouvelle phase du confinement à partir du 25 mai ; impact économique.

Perspectives économiques : consensus de marché de mai

Le secteur du soja, toujours affecté par le bas niveau des fleuves, amorce une normalisation

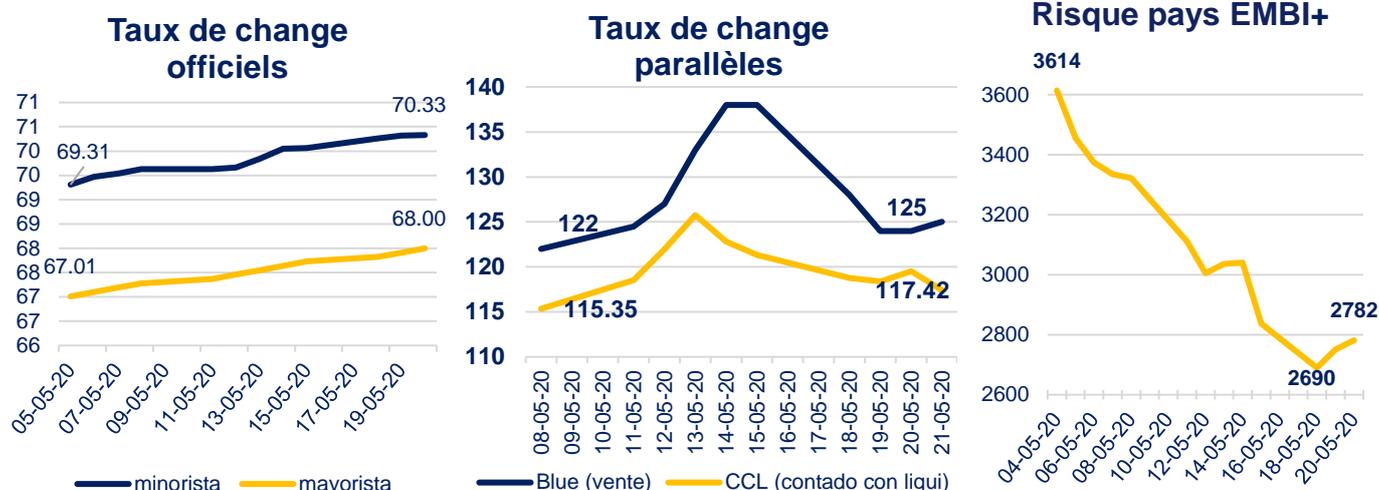
Uruguay

COVID-19 : situation sanitaire

COVID-19 : mesures économiques

Perspectives économiques : consensus de marché de mai

Argentine



Restructuration de la dette : défaut technique probable le 22 mai alors que les négociations entre créanciers privés et autorités argentines semblent progresser.

Les négociations avec les créanciers privés semblent progresser de façon constructive. Les autorités argentines examinent actuellement trois contre-offres présentées, le 15 mai, par les principaux groupes de créanciers et préparent à leur tour une nouvelle proposition visant à réduire l'écart avec les créanciers et s'approcher d'un accord. Les principaux détenteurs de dette argentine se sont également montrés disposés à modérer leurs ambitions.

Un accord ne semble toutefois pas pouvoir être parachevé d'ici le 22 mai et les autorités argentines n'ont pas donné de signe de souhaiter payer l'échéance de 503 MUSD dont la période de grâce arrive à terme à cette date. Ainsi, il semble probable que l'Argentine entre en défaut technique le 22 mai, sans que cela entraîne nécessairement le déclenchement de procédures judiciaires, étant donné que la négociation est bien orientée.

Le FMI a pour sa part salué la bonne disposition des deux parties, à travers son porte-parole Gerry Rice, qui a toutefois rappelé que le Fonds n'était pas impliqué dans la négociation et qui n'a pas souhaité se prononcer sur le délai d'un possible accord.

L'optimisme quant à la perspective d'un accord a notamment entraîné une chute du risque-pays, s'établissant à 2782 points le 20 mai, contre 3040 points le 14 mai (et un pic de 4362 points le 23 mars dernier).

Au niveau sous-souverain, après la province de Buenos Aires, une nouvelle province, Cordoba, est entrée en période de grâce le 20 mai, après qu'elle n'a pas honoré une échéance de 25 MUSD d'intérêts. Elle cherche à restructurer une dette de 5,8 Mds USD à échéances 2021-2024.

Activité économique : effondrement de 11,5% en g.a. en mars ; -9,8% en g.m.

D'après l'INDEC, l'économie argentine s'est repliée de -11,5% en mars en g.a. (soit le pire résultat depuis mai 2009) ; -9,8% en g.m. (record absolu des données de l'INDEC depuis 1993), alors même que le confinement national strict n'a été mis en place que le 20 mars. Cela correspond à une contraction de -5,4% en g.a. au T1 ; -4,8% en g.t. en termes désaisonnalisés.

L'activité de pêche s'est contractée de 48,6% en g.a. en mars, la construction de 46,5%, l'hôtellerie et restauration de 30,8%, l'industrie manufacturière de 15,5% et le commerce de 11,2%. A l'inverse, le secteur « électricité, gaz et eau » a été le seul à avoir enregistré une croissance en g.a. en mars (+6,7%).

Les analystes s'attendent désormais à une baisse de l'activité d'au moins 20% en glissement annuel au mois d'avril.

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Au 20 mai, l'Argentine comptait 9270 cas confirmés, dont 404 décès et 3032 guérisons, en enregistrant pour la troisième fois en une semaine, son record de nouveaux cas (+474). Selon les autorités, l'Argentine disposerait d'un nouveau dispositif de tests rapides, appelé NEOKIT COVID-19 qui permettrait d'accroître les capacités de tests du pays.

L'épidémie est de plus en plus concentrée sur le grand Buenos Aires, avec en particulier, une hausse inquiétante du nombre de cas dans les zones d'habitat précaire (villas) où résident de nombreux employés des secteurs dont l'activité est autorisée. Le président Alberto Fernandez pourrait annoncer un prolongement du confinement jusqu'au 8 juin, après s'être réuni le 20 mai pour en définir les modalités avec le maire de Buenos Aires, Horacio Rodriguez Larreta, et le gouverneur de la province de Buenos Aires, Axel Kicillof. Cette décision porterait alors à 11 semaines la durée du confinement dans la ville, soit l'un des confinements les plus longs au monde.

Le gouvernement a par ailleurs pris plusieurs nouvelles mesures :

- gel du prix des médicaments jusqu'au 30 juin ;
- prorogation pour 60 jours de l'interdiction faite aux entreprises de licenciement (jusqu'à fin juillet) ;
- gel des tarifs de téléphonie et d'internet jusqu'au 31 août.

Stabilisation du change et baisse des réserves de la BCRA

Le taux de change parallèle *blue* est tombé de son maximum historique de 138 ARS/USD au 15 mai à 125 ARS/USD le 21 mai, tandis que le taux officiel est demeuré stable sur la même période autour de 68 ARS pour un USD.

D'après les opérateurs du marché des changes (en l'absence de données officielles), la BCRA aurait vendu entre 2,4 et 2,7 Mds USD sur le marché à terme (*futures*) depuis le début du mois de mai (130 MUSD par jour la dernière semaine), après 1 Md en avril. L'appétence des investisseurs pour ces *futures*, particulièrement pour ceux à échéance en octobre et décembre, dénote des anticipations de dépréciation du taux de change officiel.

La BCRA a toutefois acheté 637 MUSD au total sur le marché spot du 1^{er} au 15 mai (contre une vente nette de 425 MUSD au mois d'avril). Au total, les réserves de la BCRA sont descendues à 43,1 Mds USD le 15 mai, soit leur niveau le plus bas depuis novembre 2019.

Augmentation des retraites par décret : +6,12% au 1^{er} juin

Le 18 mai, l'exécutif a annoncé une hausse des retraites par décret de 6,12% à partir de juin. L'ancienne formule d'actualisation des retraites, votée sous l'administration Macri en dépit de manifestations violentes des mouvements sociaux, puis suspendue par la loi d'urgence économique de décembre 2019, aurait conduit à une hausse de 10,89% pour la même période.

La retraite minimale passe ainsi de 15800 à 16800 ARS au 1^{er} juin (donc de 211,8 à 225,25 EUR au taux officiel).

COVID-19 : effondrement du tourisme international en mars

D'après l'INDEC, le nombre de touristes internationaux entrants s'est effondré de 58,8% en g.a. en mars (tombant à 110 163 voyageurs) ; le tourisme sortant a pour sa part connu un recul de 64,5% (137 686 personnes). En mars, l'Argentine a donc vu 27 523 touristes argentins de plus sortir du pays que d'étrangers y entrer.

Les touristes entrants en provenance du « reste du monde » (pays hors Amérique et Europe) sont ceux dont la quantité a le plus diminué en g.a. en mars (-71,2%), suivi des États-Unis et Canada (-67,8%) et du Brésil (-62,1%).

Les plus fortes baisses en matière de tourisme émetteur concernent le Chili (-48,6% de voyageurs), l'Uruguay (-36,2%) et le Brésil (-36,1%), tandis qu'il s'est relativement maintenu en destination de l'Europe (-15,1%, soit la chute la plus faible).

Chili

Veille sur la situation sanitaire du COVID-19

Le nombre de nouveaux cas quotidiens atteints du COVID-19 ne cesse d'augmenter depuis le 29/04 (2 200 à 3 500 cas par jour depuis une semaine, avec un record à 4 038 nouveaux cas le 20/05). Au 20/05, le Chili compte 53 617 cas confirmés de COVID-19, 544 décédés et 22 504 guéris. 4 248 cas sont hospitalisés (+51% en une semaine). L'attention reste portée sur la région de Santiago (85% des nouveaux cas quotidiens) où le taux d'occupation des respirateurs est de 94% (82% au niveau national). Le gouvernement a prolongé, au moins jusqu'à fin mai, les quarantaines dans 42 communes (plus de 40% de la population), dont les 38 du Grand Santiago. Les autorités ont par ailleurs lancé le programme « Alimentos para Chile » (distribution à domicile d'aliments non périssables et produits de nettoyage aux 2,5 M de ménages les plus vulnérables).

Le Chili obtient une ligne de crédit du FMI de 23,8 Mds USD à titre de précaution.

Les autorités chiliennes ont sollicité et obtenu du FMI une ligne de crédit modulable (« Flexible Credit Line ») de 24 mois pour un montant de 23,8 Mds USD (8% du PIB en 2019). Cette facilité, dont bénéficiaient déjà la Colombie et le Mexique notamment, sera traitée à titre de précaution et de façon temporaire, afin de renforcer la confiance des marchés. Le Chili souhaitait se prémunir contre d'éventuels risques futurs face au choc de la crise du COVID-19. Sa demande est justifiée par la dégradation des comptes publics en 2020 de 29,5 Mds USD (dont 5,5 Mds annoncés fin 2019 pour répondre à la crise sociale et 17,7 Mds de plans de soutien à la crise sanitaire). Selon la Banque centrale, cette facilité ne servira pas à financer les dépenses mais à améliorer le niveau des réserves. Le FMI a pris note de l'utilisation de la FCL comme un outil de précaution et de l'intention du Chili de sortir du dispositif au bout de deux ans, si les conditions économiques le permettent.

Commerce extérieur : forte contraction des échanges en avril

La Banque centrale a annoncé une chute de 6,4% des exportations (et de 7,8% des envois de cuivre) et de 21,3% des importations sur le mois d'avril 2020, représentant une baisse historique des échanges chiliens. Sur les quatre premiers mois de l'année, les exportations ont baissé de 8,9% et les importations de 14,1%. Les recettes des douanes chiliennes (essentiellement taxes à l'importation) se sont repliées de 13% en g.a. sur les quatre premiers mois de 2020.

Les ménages chiliens sont les plus endettés d'Amérique latine.

Les ménages chiliens des 60% les plus pauvres dépensent plus qu'ils ne gagnent. Les hausses annuelles automatiques des tarifs d'eau, d'électricité, transports, péages, etc., mais aussi la faible concurrence sur certains marchés (forte concentration des acteurs économiques), contribuent au recours à un endettement privé chronique. La dette des ménages chiliens représentait 45% du PIB en 2018 (la plus élevée d'Amérique latine), en constante augmentation (+13 p.p. en 10 ans). L'endettement des ménages ne cesse d'augmenter, atteignant 75% du revenu disponible en 2019 (contre 36% en 2003). Il s'agit avant tout d'une dette de consommation auprès des acteurs de la distribution (55% en ont une). En 2019, près de 80% des Chiliens majeurs sont endettés. L'endettement est notamment utilisé par les ménages à faibles revenus pour couvrir des dépenses de base (alimentation, médicaments...).

Impact de la loi de protection de l'emploi

La nouvelle loi de protection de l'emploi adoptée le 7 avril introduit la possibilité, pour les entreprises touchées par des baisses d'activités liées à la crise sanitaire, de recourir, pendant une durée de 6 mois, au chômage partiel (concept nouveau au Chili) pour leurs employés. Au 15 mai, selon la Surintendance de l'emploi, plus de 86 000 entreprises, représentant 504 000 salariés, ont souscrit au mécanisme. Les principaux secteurs concernés sont le commerce (24% des bénéficiaires), l'hôtellerie et la restauration (22%) et la construction (15%). 76% des entreprises recourant au système emploient moins de 10 salariés, alors que seules 1,3% ont plus de 200 employés (mais elles représentent 31% des salariés mis au chômage partiel).

Stratégie nationale pour le développement de « l'hydrogène vert »

Le gouvernement a dévoilé les quatre axes de la feuille de route qui sera publiée d'ici fin 2020 sur ce combustible (mise en place d'une réglementation, analyse des politiques internationales, définition d'une stratégie pour 2050, identification de projets de partenariats avec le secteur privé), qui contribuera au remplacement des combustibles fossiles et à la réduction de 18 à 27% des émissions de GES du pays. Grâce à l'abondance de ses ressources solaires et éoliennes, le Chili est particulièrement propice au développement de cette énergie, dont le coût de production devrait être moins élevé (autour de 1,5 à 2 USD/kg en 2030) que le diesel.

Paraguay

COVID-19 : situation sanitaire ; nouvelle phase du confinement à partir du 25 mai ; impact économique.

Au 20 mai, le pays comptait 833 cas confirmés, 11 décès, et 242 guérisons.

Le rapport-bilan par les autorités de la phase 1 du confinement (entamée le 11 mars) est attendu le 22 mai. Le vice-ministre de la santé, Juan Carlos Portillo, a annoncé qu'une nouvelle phase serait mise en place à partir du 25 mai, qui comprendrait l'ouverture des commerces et centres commerciaux.

Le ministre des Finances, Benigno Lopez, a déclaré le 17 mai que l'économie se stabiliserait fin 2021 et que l'objectif de 1,5% du PIB de déficit public pourrait être atteint en quatre ans. Le ministre a par ailleurs annoncé que le coût de la pandémie pour le secteur formel était estimé à 40 MUSD par jour, soit entre 2,8 et 3 Mds USD sur une année, et l'impact en est estimé à six points de PIB.

D'après le SPE (Service public de l'emploi), le nombre de chômeurs en recherche d'emploi a augmenté de 50% en g.a. sur les mois de mars-avril-mai. Au 19 mai, le ministère du travail (MTESS) annonçait un décompte de 230 000 chômeurs, contre 200 000 fin 2019.

Perspectives économiques : consensus de marché de mai

La Banque centrale a mené son enquête mensuelle auprès des experts du marché, dont voici les principaux résultats :

- PIB : -1,8% en 2020 et +3,5% en 2021
- Inflation : 2,7% en 2020, 3,5% en 2021
- Inflation : 0,1% en g.m. en mai et en juin
- Taux de change : 6500 PYG/USD fin mai, 6575 fin 2020 et 6600 fin 2021
- Taux directeur de la BCP : maintien à 1,25% de mai 2020 à fin 2021.

Le secteur du soja, toujours affecté par le bas niveau des fleuves, amorce une normalisation

D'après la chambre paraguayenne d'exportateurs de céréales et oléagineux (Capeco), les problèmes de circulation fluviale du fait du bas niveau de l'eau des fleuves Parana et Paraguay sont en train de se résorber. En effet, le barrage d'Itaipu a augmenté son débit d'eau à 1,3 millions de litres par seconde depuis la semaine dernière afin d'alimenter davantage le Parana. Toutefois, l'exportation de soja sur janvier-avril 2020 (2,7 millions de tonnes au total) demeure inférieure de 7,1% au total exporté sur la même période de l'année 2019, et la chambre des transformateurs de soja (Capro) continue d'alerter sur les problèmes d'approvisionnement en fèves des usines d'huile de soja.

Uruguay

COVID-19 : situation sanitaire

Au 20 mai, le pays comptait 738 cas confirmés, 20 décès, 579 guérisons, et seulement 4 patients en unités de soins intensifs. Le 21 mai, le groupe de conseil scientifique des autorités a déclaré que l'épidémie était « relativement sous contrôle », le R0 étant inférieur à 1 et le nombre de nouveaux cas par jour étant inférieur à 10 depuis 12 jours.

Ce conseil scientifique propose désormais aux autorités un retour graduel aux cours présentiels dans les écoles au niveau national. En primaire, ce serait dans un premier temps deux jours par semaine et par élève, avec port du masque obligatoire pour les adultes.

COVID-19 : mesures économiques

Entre le 1^{er} et le 12 mai, 37 440 demandes d'allocation chômage exceptionnelle « spéciale pandémie » ont été déposées, contre 19 946 demandes d'allocation « standard ». Le nombre total de bénéficiaires de l'allocation « COVID-19 » atteint ainsi 69 549, après cette accélération manquée des demandes la première quinzaine de mai (contre 169 136 « traditionnelles » sur la même période mars-mai).

L'Uruguay a par ailleurs reçu un prêt de 20 MUSD de la Banque mondiale pour financer le système de santé face à la pandémie.

Perspectives économiques : consensus de marché de mai

La Banque centrale a mené son enquête mensuelle auprès des experts du marché, dont voici les principaux résultats (médianes) :

- Inflation : 0,54% en g.m. en mai
- Inflation : 9,9% en 2020, 8,23% en 2021 et 7,35% en 2022
- PIB : -3,55% en 2020, +4% en 2021 et +2,5% en 2022
- Taux de change : 43,7 UYU/USD fin mai, 44,9 fin décembre, 48 fin 2021 et 51,54 UYU/USD fin 2022

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova et Marc Legouy

Revu par : Laurent Charpin et Bruno Ménat

Version du 21 mai 2020